

Vert et égalitaire : financement pour le développement durable et équitable

Hommes et femmes remplissent des fonctions vitales et différentes au niveau de la production des denrées alimentaires et de l'emploi des ressources, par conséquent les fonds pour le développement et le changement climatique qui négligent le rôle de la femme perdent la possibilité d'avoir un impact significatif sur le programme du développement durable. Une meilleure connexion entre le financement pour le développement et les trois piliers du développement durable est nécessaire, de même qu'un système de charge distributive décidé internationalement et capable d'assurer que le développement durable devienne une réalité pour tous.

Kate McInturf
Feminist Alliance For International Action (FAFIA)

Pour garantir la mise en œuvre particulière de n'importe quel accord international il est primordial de compter sur un appui financier et politique. Les organisations de la société civile ont commencé à assurer non seulement le suivi des engagements politiques visant à aborder le changement climatique, mais également celui des ressources financières qui les souscrivent¹. Le fossé entre les fonds promis et les fonds existants est en soi une mesure-clé pour la durabilité des engagements politiques. Suivre les traces de l'argent ne suffit pas toutefois à assurer la gestion équitable et durable des fonds pour le changement climatique. Les fonds destinés au climat doivent intégrer également une approche budgétaire sensible au genre dans la conception et le débours de ces fonds, afin d'aborder et d'atténuer l'impact différentiel du changement climatique sur les femmes. Par ailleurs, ces fonds doivent être conçus et administrés de façon équitable entre les hommes et les femmes, et doivent permettre aux femmes et aux associations pour les droits de la femme d'y participer.

Le projet Climate Funds Update (Mise à jour des fonds climatiques), avec le soutien de la Fondation Heinrich Böll Stiftung et de l'Overseas development Institut (Institut pour le développement Outre-mer), a ouvert la voie du suivi et de l'analyse du financement dans ce domaine. Le projet enregistre :

- L'appui financier qui a été promis par les donateurs pour les mécanismes de financement climatique ;
- L'argent qui a été réellement déposé sur les fonds pour le climat ;
- L'argent qui a été approuvé pour les projets climatiques d'adaptation et d'atténuation ;
- L'argent qui a été déboursé².

Tout au long des 23 mécanismes de financement climatique, les différences sont significatives : 31 896 millions d'USD ont été promis, 13 199 millions d'USD ont été déposés, 6 569 millions d'USD ont été accor-

dés et 2 162 millions d'USD se sont dispersés. L'écart entre le montant de l'aide promis et la somme réellement versée aux fonds climatiques est la preuve d'une politique défaillante qui peut nuire encore davantage à la crédibilité du processus de négociation entre les acteurs étatiques. On peut en déduire qu'il n'existe pas seulement un fossé entre les engagements des différents acteurs étatiques, et plus particulièrement entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible, mais qu'il existe également un fossé entre les engagements financiers énoncés et les engagements tangibles des acteurs dans la pratique.

L'Alliance Internationale sur le Genre et le Climat rassemble des acteurs multilatéraux et de la société civile « pour garantir que les politiques du changement climatique, la prise de décisions et les initiatives à l'échelon mondial, régional et national, sont sensibles au genre »³. Les analyses ont montré, cependant, qu'un écart important subsiste entre les engagements annoncés par les gestionnaires - tels que la Banque mondiale - des fonds destinés aux politiques pour le développement de l'égalité des genres et une absence presque totale d'analyse fondée sur l'équité de genre visant les politiques de programmation et de financement pour le changement climatique de part de la Banque mondiale⁴. Les conséquences de cette carence sont importantes pour parvenir à combler le fossé entre le bien-être des femmes et des hommes mais également pour garantir le succès général de toute stratégie de changement climatique⁵. Ceci est dû au fait que les hommes et les femmes remplissent des fonctions différentes dans l'économie, en particulier dans des domaines tels que la production des denrées alimentaires, la consommation de combustible, la gestion des ressources, la capacité de réaction en cas de catastrophe et l'économie domestique. En conséquence de quoi, hommes et femmes sont affectés différemment par le changement climatique et chaque genre a la capacité de contribuer à sa façon aux efforts d'adaptation et d'atténuation.

Les femmes représentent la majorité des producteurs de denrées alimentaires à petite échelle. Elles ont plus souvent que les hommes la responsabilité de cultiver la terre, de préparer les aliments et de gérer la distribution des aliments dans leur

famille et au sein de leur communauté. Aux Philippines, par exemple, elles forment 70 % de la main d'œuvre agricole consacrée à la production de riz et de maïs⁶. Comme ailleurs, les agriculteurs des Philippines doivent réagir aux variations climatiques et à la hausse des coûts de production des aliments. Toutefois, à Montalban, dans la province de Rizal, les femmes ont réagi à l'impact des changements climatiques et à la hausse des prix des engrais en modifiant leurs méthodes de culture et la variété de riz qu'elles cultivent - ce qui a supposé aussi une réduction des émissions de gaz à effet de serre, une réduction de l'engrais employé et des cultures mieux adaptées aux changements climatiques⁷. Comme le montre cet exemple, les fonds pour le changement climatique ne tiennent pas compte du rôle de la femme dans la production des aliments, et perdent ainsi une possibilité de produire un impact significatif tant sur la sécurité alimentaire que sur les efforts d'adaptation et d'atténuation.

Budgets climatiques attentifs au genre

Les fonds du changement climatique doivent aussi aborder les structures plus vastes de l'inégalité, sinon ils risquent d'augmenter le clivage femmes hommes. Bien que les femmes constituent la majorité des petits exploitants agricoles, et qu'elles soient mieux placées pour réagir en cas d'insécurité alimentaire, elles ont nettement moins de chances d'obtenir les titres de propriété formels de la terre qu'elles cultivent. Elles ont également moins de chances d'obtenir des droits de propriété, y compris les droits de succession. L'étude a montré aussi qu'en temps de pénurie alimentaire, les femmes attribuent généralement plus d'aliments aux hommes de la famille qu'aux femmes. Une évaluation des fonds pour le changement climatique sensible au genre doit prendre en compte d'une part la façon dont on distribue ces fonds, et voir d'autre part dans quelle mesure ils sont affectés afin d'aborder les problèmes structurels qui entravent l'entière participation des femmes aux efforts d'adaptation et d'atténuation. Pour reprendre l'exemple des Philippines, il ne suffit pas simplement de s'assurer que les fonds arrivent tant aux agricultrices qu'aux agriculteurs ; il faut également s'assurer que les paysannes puissent avoir un contrôle sur les ressources qui interviennent dans la

1 Voir : <www.climatefundsupdate.org>; <www.faststartfinance.org>; <www.climatefund.info>; <globalclimatefund.org/>.

2 "Chart: Pledged v deposited v approved v disbursed," Climate Funds Update, (2011), <www.climatefundsupdate.org/graphs-statistics/pledged-deposited-disbursed>.

3 Global Gender and Climate Alliance, <www.gender-climate.org>.

4 A. Rooke, et al. . Gender Action and Heinrich Böll Foundation North America, (2009).

5 Ibid.

6 A. Peralta, , Women's Environment and Development Organization, (New York: 2008).

7 Peralta, op.cit.

L'ÉQUITÉ DE GENRE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT

Partout dans le monde les femmes travaillent bien plus d'heures, leur participation dans le secteur formel du marché du travail est moindre que celles des hommes, leur revenu est inférieur et elles obtiennent moins de protection sociale qu'eux. L'économie féministe exige un nouveau paradigme de développement qui ne se fonde pas exclusivement sur la croissance économique et qui ait un indicateur autre que la mesure du PIB – qui rend invisible la moitié de l'économie non monétaire.

Dans le modèle classique, les activités qui sont essentielles à la vie de la famille et de la communauté sont ignorées dans la mesure où elles s'effectuent en dehors des marchés. Elles incluent le fait de diriger la maison, d'élever les enfants, de s'occuper des personnes âgées, d'une bonne partie de la production des denrées alimentaires et de cultiver la terre. Étant donné que toutes ces tâches sont effectuées de façon informelle, sans contrats et sans compensation économique, elles sont considérées comme des « activités non-économiques », non seulement dans les textes d'économie mais aussi dans le Système des comptes nationaux des Nations Unies.

Pour le paradigme dominant, croissance égale développement économique, et le Produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la « richesse » générée. Néanmoins, l'économie financière féministe a révélé que plus de 50 % des heures de travail ne sont pas rémunérées et elles n'entrent donc pas dans le PIB. Si ce travail invisible était comptabilisé on verrait que près des deux tiers de la richesse sont générés par des femmes. Les divisions traditionnelles des tâches selon le genre telles que

la « spécialisation » des femmes dans le travail domestique et des soins de la famille, ne tiennent pas compte du fait que cette « spécialité » est une construction sociale fondée sur des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes qui ont une répercussion sur l'économie. Par conséquent, il faut redéfinir la macroéconomie et reconnaître que l'économie monétaire n'est que la pointe de l'iceberg qui repose sur une vaste économie domestique non rémunérée, dans laquelle la main d'œuvre est essentiellement féminine, et que les femmes représentent la moitié au moins de la main d'œuvre totale.

En réponse à la crise économique, étant donné que de nombreux pays ont souligné le besoin d'encourager l'emploi comme l'élément-clé de la relance économique, les programmes ont été « aveugles », comme d'habitude, aux différences entre les genres, tant en ce qui concerne l'emploi rémunéré que le non rémunéré. Il est important bien sûr d'offrir de quoi vivre aux ménages pauvres grâce à des programmes de transfert monétaire conditionnel (revenus assurés à condition que les enfants aillent à l'école et reçoivent l'assistance médicale nécessaire) pour aider les familles à supporter le choc de la perte d'emploi et de revenus, mais cette politique ne tient pas compte de l'impact que ce genre de mesure peut avoir sur le temps que les femmes passent à travailler, même si son succès dépend de ce facteur.

Les crises précédentes nous ont appris que le maintien de la dépense sociale publique est absolument vital en temps de crise, mais aussi que les indicateurs sociaux mettent deux fois plus de temps à se rétablir que les indicateurs économiques, laissant derrière eux de nombreuses personnes. Cela veut dire que l'on perd du ca-

pital humain, et que l'équation qui affirme que « lorsque l'économie se rétablira, les indicateurs sociaux se rétabliront » n'est pas valable.

Les femmes, dans leurs stratégies pour affronter la crise, se placent elles-mêmes traditionnellement sur un deuxième plan pour garantir la survie de leurs familles : elles acceptent des emplois à mi-temps – souvent dans le secteur informel de l'économie –, des salaires inférieurs et elles font plus d'heures de travail non rémunéré. Il est important de connaître les différents secteurs de l'économie dans lesquels travaillent les femmes, et ne pas généraliser en les plaçant toutes dans la catégorie uniforme appelée « travailleurs ». Par exemple, les compressions des dépenses gouvernementales favoriseront toujours l'accroissement du travail non rémunéré.

La discrimination de genre n'est pas seulement une question de pauvreté mais aussi une question d'équité et de citoyenneté, et les problèmes qui émergent de l'inégalité ne peuvent pas être résolus par ces seuls Programmes de transfert conditionné de revenus. Nous avons besoin pour avancer de systèmes de protection sociale universels et holistiques.

Un développement durable, inclusif et égalitaire, exige un changement dans la théorie économique qui doit se refléter dans la pratique. Il ne s'agit pas de noter la croissance et de formuler des politiques destinées aux femmes, mais d'élaborer et de mettre en œuvre un nouveau paradigme de développement fondé sur l'égalité des droits et des chances pour tous, sans discrimination aucune.

Source : *Social Watch Occasional Paper 06: Beijing and Beyond. Putting gender economics at the forefront.* 2010.
Disponible sur: <www.socialwatch.org/node/11571>

production des denrées alimentaires et que les aliments produits profitent autant aux femmes qu'aux hommes.

Une analyse de genre sur le financement du changement climatique doit faire attention aussi à la division du travail rémunéré et non-rémunéré. Dans ce domaine les budgets attentifs au genre peuvent apporter une contribution particulièrement significative pour voir la meilleure façon d'améliorer le financement pour le changement climatique. Les femmes continuent à effectuer une quantité démesurée de travail non rémunéré qui est pour la plupart directement induit par le changement climatique. Ce travail comprend les soins fournis aux membres de la famille et à la communauté, dont la santé peut souffrir plus facilement l'impact négatif du changement climatique. Il englobe le travail des terres et la préparation des aliments et de l'eau, tâche

chaque jour plus difficile en raison de la sécheresse et d'autres variables climatiques. Il comprend aussi l'approvisionnement et l'emploi du combustible destiné à la lessive et à l'entretien, à la cuisine et à la stérilisation. Toutes ces charges sont alourdies par l'impact négatif du changement climatique. Or, une bonne partie de ce travail ne s'inscrit pas dans l'économie monétisée. Par conséquent, les mécanismes de financement pour le changement climatique qui mesurent l'impact en termes de travail rémunéré et du PIB ou du PNB ne captent pas correctement la charge croissante de travail non rémunéré supportée par les femmes ou l'impact des stratégies d'atténuation visant à réduire cette charge. Par exemple, une étude sur l'emploi de l'énergie des travailleuses rurales en Inde a permis aux femmes d'identifier leurs priorités pour réduire la consommation d'énergie. Leurs priorités étaient directement liées à l'emploi

du temps. Les femmes ont identifié des sources de production d'énergie plus durables. Une efficacité énergétique supérieure réduit la charge de travail non rémunéré, ce qui augmente à son tour leurs chances de participer aux activités génératrices de revenus⁸. Le financement de ce modèle spécifique de programmation de genre a un effet multiplicateur. Réduire la charge de travail non rémunéré non seulement accroît la possibilité des femmes de participer à un travail rémunéré, et par conséquent, d'augmenter potentiellement leur indépendance économique ; une charge réduite de travail non rémunéré peut augmenter aussi pour les filles et les femmes les opportunités de s'instruire. À son tour, la croissance du niveau éducatif des femmes a eu un effet positif sur leur santé et celle de leur famille. Aucun de ces

8 Bretton Woods Project (2011).

impacts, cependant, ne peut être mesuré sans mesurer aussi la nature et l'effet du travail non rémunéré sur les femmes et sur leurs communautés.

L'exemple du travail non rémunéré suppose le redoublement crucial des efforts de suivi sur les fonds destinés au changement climatique. Les budgets pour le genre et le climat sont fondés sur les prémisses que les budgets indiquent des déclarations de valeurs, et non pas de simples réactions mécaniques au marché et aux autres dynamiques économiques. Les budgets pour le genre et le climat supposent que les dépenses offrent la possibilité d'améliorer les choses – pour une macroéconomie

durable et équitable, qui mesure le progrès en termes de bien-être, et non pas en termes de PIB, qui tient compte du changement pour la qualité de la vie et pas seulement pour l'économie monétisée. En tant que tel, ce genre de suivi et d'analyse est une remise en cause radicale de la théorie économique néolibérale. Dans la pratique, toutefois, les projets budgétaires pour le genre et le climat invoquent tout aussi bien les idées d'équité et de justice que les arguments économiques traditionnels relatifs à la rentabilité et la croissance. En temps de crise mondiale, on peut difficilement argumenter qu'il ne soit pas nécessaire de faire attention aux coûts et à la productivité. Ce-

pendant, lorsque les acteurs étatiques commencent à s'éloigner des engagements internationaux envers le changement climatique et l'équité de genre, ils invoquent les coûts de ces engagements pour se justifier. Face à la thèse qui défend que la justice et l'égalité sont extrêmement chères, ceux qui prônent les valeurs souscrivant des projets budgétaires climatiques et de genre doivent affronter les contradictions inhérentes à leurs propres tactiques – ils doivent se demander s'ils sont disposés, ou pas, à réclamer la justice et l'égalité, même quand les objectifs finaux sont à l'opposé de la croissance du marché et de la productivité. ■